



MOBILISONS-NOUS CONTRE L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE ET GAGNONS UN AUTRE BUDGET POUR L'ÉDUCATION

EN GRÈVE DÈS LE 2 DÉCEMBRE

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Assumant une politique de l'offre et du ruissellement faisant la part belle au Capital, E. Macron et ses gouvernements, année après année, imposent des budgets austéritaires faits de réduction des recettes fiscales/dépenses de l'État. On assiste donc au développement des inégalités, d'une injustice fiscale/sociale qui touchent inmanquablement les travailleur·euses, les plus précaires, les malades, les retraité·es, les Services publics... Et le cap pour 2026 reste le même...

Si les débats budgétaires ont permis d'aborder la question de l'injustice fiscale (taxe Zucman) et celle des retraites (report de la réforme Macron), aucune avancée significative n'est survenue. Pire, la sur-communication autour de ces mesures est l'arbre qui cache la forêt d'autres mesures inacceptables. Ce que nous voulons, c'est un budget d'urgence, pour des Services publics de qualité, notamment dans l'Éducation. Gagnons tout cela par la mobilisation et la grève dès le 2 décembre.

DES CHOIX BUDGÉTAIRES CRITIQUABLES

En faisant le choix de réfléchir en fonction des dépenses et de leur limitation tout en préservant la taxation du capital, **le pouvoir macroniste, appuyé par l'extrême droite, se refuse une nouvelle fois à prélever l'argent là où il se trouve.** Pire, les « économies » seraient faites sur le dos des malades, avec la baisse du budget des hôpitaux, le doublement des franchises médicales, la limitation des arrêts médicaux, des indemnités en cas de longue maladie...

Que dire également de la **forte augmentation du budget de l'Armée qui dépasse désormais celui de l'Éducation nationale ?** Tout un symbole à l'heure où on manque toujours autant de personnels, où on peine à recruter faute de politique salariale attractive et où la précarisation devient une norme...

✗ NON À DE NOUVELLES SUPPRESSIONS DE POSTES DANS L'ÉDUCATION

Pour l'heure, au prétexte de la chute démographique, 4000 suppressions de postes sont prévues dans notre ministère. Et le Sénat pousse déjà pour qu'elles soient doublées... Au contraire, **supprimons les sureffectifs et gagnons de meilleurs taux d'encadrement** pour la réussite des élèves et de meilleures conditions de travail des personnels.

✗ NON À UN NOUVEAU GEL DES SALAIRES

En 20 ans, nos salaires ont baissé de 23% en € constants. Pour rappel, la dernière revalorisation indiciaire (5 points d'indice pour tous·tes en 2024) représentait une augmentation mensuelle de 24,6€ bruts... une aumône et une éternité ! Depuis, l'inflation est passée par là et a dégradé les conditions salariales. **Il y a donc urgence à gagner des augmentations indiciaires pérennes de nos rémunérations et un rattrapage des pertes subies.**

✗ NON AU GEL DES PENSIONS ET DES PRESTATIONS SOCIALES

Les plus fragiles n'ont pas à payer la dette des plus riches. De telles décisions creusent davantage la précarité et accentuent les inégalités sociales. **Il y a surtout urgence à gagner la retraite à 60 ans et 37,5 annuités de cotisation pour tous·tes.**



✗ NON À LA PÉNALISATION DES MALADES ET AU JOUR DE CARENCE

Alors qu'ils·elles subissaient déjà la retenue d'un jour de carence en cas d'arrêt maladie, les agent·es subissent depuis le budget 2025, la baisse de l'indemnisation des arrêts maladie à 90% du salaire. Ce sont des attaques insupportables contre notre système de protection sociale et injustes pour les collègues.

Exigeons leur suppression dès le budget 2026 et gagnons le 100% Sécu. La santé n'est pas un luxe.



DÈS LE 2 DÉCEMBRE, ON SE MOBILISE POUR GAGNER UN AUTRE BUDGET



DES CHOIX BUDGÉTAIRES QUI S'IMPOSENT

Il y a urgence à construire le rapport de force pour gagner un budget 2026 à hauteur des besoins béants que nous avons constatés sur le terrain, dans les écoles, les établissements et les services. La situation est désormais suffisamment dégradée et connue par tous-tes, professionnel·les et grand public, pour que le pouvoir politique en finisse avec l'austérité institutionnalisée.



OUI À LA BAISSÉ DES EFFECTIFS PAR CLASSE

Gagnons cette baisse pour ne plus faire partie des pays où le taux d'encadrement est le plus élevé. **Gagnons cette baisse pour de meilleures conditions de travail et d'étude**, pour une meilleure prise en charge des élèves en situation de handicap...



OUI À DES CRÉATIONS MASSIVES DE POSTES STATUTAIRES

Gagnons ces créations pour qu'il n'y ait plus de postes vacants dans les classes, pour que le remplacement soit effectif, que les départs en stage soient complétés... Gagnons ces créations aussi pour les services administratifs qui font tourner la machine, pour qu'ils soient complets, au service des personnels et des usager·ères.



OUI À DES MOYENS POUR UN AUTRE ACCUEIL DES ÉLÈVES EN SITUATION DE HANDICAP

Mettons à l'arrêt la politique actuelle au rabais dont la principale mesure est le recours aux AESH précaires. Gagnons une augmentation du budget ciblé pour le recrutement de personnels formés et spécialisés, l'augmentation du nombre de places en structures spécialisées et d'AESH pour prendre en charge les élèves notifié·s, pour développer et compléter les équipes pédagogiques et médico-sociales afin de répondre aux projets personnels des élèves.



OUI AU RENFORCEMENT DES MOYENS POUR LA SANTÉ ET LE SOCIAL

Alors que toutes études indiquent un mal-être croissant chez les jeunes, **gagnons l'augmentation du budget pour des moyens supplémentaires, humains et matériels.**



OUI À LA REVALORISATION DES SALAIRES ET DES CARRIÈRES

Au-delà de la revalorisation salariale, la **revalorisation des carrières par les grilles indiciaires et le déroulé de carrière** sont indispensables pour les personnels en poste et pour que les métiers redeviennent attractifs. Et ça passe par une augmentation des moyens.



ET LA GIPA?

Supprimée en 2025, exigeons le retour de la **Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat** qui permet de couvrir partiellement les pertes de pouvoir d'achat des fonctionnaires, tout en masquant les effets du gel persistant de la valeur du point.



OUI À LA FIN DE LA PRÉCARITÉ

En finançant la titularisation des personnels contractuels et en créant un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH et AEd, **on garantit la stabilité des Services publics, neutres et accessibles par tous-tes, tout en reconnaissant l'importance et l'utilité des métiers et des missions remplies par les personnels.**



OUI À UN BUDGET QUI ANTICIPE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Au regard des conditions d'accueil en périodes de froid et de fortes chaleurs, mais également au regard de la vétusté de nombreux bâtiments accueillant personnels et public, **l'État doit engager, dès le budget 2026, des investissements pour rénover massivement les locaux.**

REJOINS LA CGT ÉDUC'ACTION



CGT Éduc'action

263 RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL



www.cgteduc.fr



0155827655



unsen@cgteduc.fr



@CGTEducationofficiel



@cgt_educ



@cgteducation